

## Nouvelles locales du jeudi 20 novembre 2014

@rib News, 20/11/2014 - La synergie des médias burundais a traité ce jeudi un thème unique concernant la préparation des élections de 2015 dans tous ses aspects. Étaient impliquées toutes les 15 radios opérant sur le territoire national. - Le rendez-vous de ce lundi pour les électeurs pour aller se faire inscrire afin de bénéficier de la carte électorale qui est en effet la clé pour participer aux élections de 2015. Mais, la principale clé est l'obtention de la carte nationale d'identité qui est en train d'être octroyée à la population dans presque tous les coins du pays. Est ainsi tout burundais âgé de 18 ans lors de l'enregistrement et il est à souligner que les autres documents pouvant attester la nationalité et l'âge sont les bienvenus.

- Des lamentations ne manquent pourtant pas puisque certains font savoir que le manque de transparence caractérise l'opération de distribution de ces cartes d'identité. Les partis politiques de l'opposition trouvent en effet que de la mise en place de la CENI elle-même, les CEPI et les CECI, des irrégularités et normes ont pu être constatées et trouvent inadmissible le fait pour la CENI de rester imperméable aux critiques. Ces partis demandent le report de ce rendez-vous de lundi pour mettre les choses au clair. - Dans les provinces de Bujumbura mairie, Bujumbura rural, Bubanza, Gitega, Rutana, Bururi, Makamba, Ruyigi et Cankuzo, la population trouve que les opérations de distribution des cartes d'identité se passent globalement d'une manière obscure. En effet, elle constate que les administratifs à la base utilisent des formalités de nature à faciliter l'obtention de cette pièce à des personnes qui n'en ont pas dans le besoin ou dans le droit. La population affirme même qu'il y a des personnes qui ne savent pas le bien fondé d'avoir sur elles cette pièce. Elles demandent ainsi des explications de la part des autorités à tous les niveaux afin d'éclaircir la population. Le parti CNDD-FDD affirme qu'après avoir constaté que certaines personnes n'ont pas la carte nationale d'identité, il a lancé dans une campagne de sensibilisation pour que chaque membre de ce parti puisse avoir ce document. Le président de ce parti ajoute aussi qu'ils ont demandé à tout membre de ce parti capable de faire quelque chose d'offrir. Pascal Nyabenda affirme aussi que lors d'une réunion tenue avec tous les concernés, ils ont demandé que les administratifs puissent se déplacer près de la population pour effectuer cette distribution afin de réduire les distances que la population doit parcourir. - Le parti Sahwanya Frodebu Nyakuri trouve de son côté que les membres de la CENI sont choisis selon des critères non objectifs. Selon le président de ce parti, cela ne va pas leur empêcher de participer aux élections prochaines puis que selon le docteur Jean Minani, ils s'y préparent déjà. Il assure aussi que même si la CENI a refusé de donner des moyens financiers aux mandataires politiques, cela ne va rien changer puis que même si la CENI promet ces fonds, elle ne les donne pas et la promesse finit par tomber à l'eau. Il promet donc que ce parti va continuer à sensibiliser ses membres pour qu'ils prennent l'inscription qui leur donnera accès aux urnes. - Le parti Uprona trouve de son côté que les élections de 2015 doivent se passer dans les meilleures conditions. Selon le secrétaire général de ce parti, ils sont en train de s'y préparer. Gaston Sindimwo fait savoir qu'il est en train de sensibiliser les Badasigana afin qu'ils prennent l'inscription qui leur donnera le droit de voter. Il ajoute également qu'ils sont en train de mettre sur place les observateurs qui vont superviser les opérations électorales pour le compte de ce parti de Rwagasore dans tout le pays. - L'ancien leader du FNL trouve que toutes les personnes retenues que ce soit la CENI, aux CEPI et aux CECI de même que les agents recenseurs sont proches du parti au pouvoir. Selon Rwaswa Agathon, si les opérations électorales se passent mal, les élections vont mal se passer aussi. Il trouve que la catégorie de personnes appelées à tort et à travers acteurs politiques sont écartées puis que la campagne est seulement autorisée en période électorale. Il constate que la CENI est en train de travailler selon la volonté du parti au pouvoir et demande à cette commission de tout faire pour que l'intégrité du pays soit privilégiée. Selon lui, les partis politiques peuvent disparaître, mais le pays subsistera tout de même. Le parti FNL dirigé par Jacques Bigirimana trouve lui aussi que le chemin emprunté par la CENI n'est pas rassurant puis qu'elle travaille écartant les autres partenaires de la collaboration. - L'ADC-Ikibiri trouve que les élections sont en train d'être organisées. Le président de cette alliance des partis politiques de l'opposition trouve que la mise en place de la CENI, des CEPI et CECI ainsi que les listes de ceux qui vont procéder à l'enregistrement des électeurs est estimant que si n'est pas rassurant, il sera difficile de reconnaître les résultats des élections. Tout en dénonçant la distribution illégale de la carte nationale d'identité, il demande un dialogue pour qu'ils puissent discuter sur les points de divergence dans le processus de préparation des élections. - Le ministre de l'Intérieur trouve de son côté que la carte nationale d'identité est une pièce indispensable pour tout citoyen. Edouard Nduwimana précise que cette carte coûte 500 Fbu seulement et que les administratifs ne doivent pas lier la délivrance de cette carte à d'autres obligations ou cotisations exigées au niveau local. Il souligne toutefois que les burundais attendent le processus électoral pour chercher les pièces nécessaires pour y participer. Il remercie tout de même la CENI pour avoir pensé que d'autres documents peuvent remplacer valablement la carte d'identité pour être inscrit. - La police nationale du Burundi fait savoir qu'elle a adopté des mesures pour assurer la paix et la sécurité de la population lors des élections. Selon le porte-parole de cette institution, ils sont en train de se déployer sur toutes les collines où se passeront les élections afin d'assurer la paix et la sécurité des électeurs et des superviseurs des élections. Helmégile Harimenshi ajoute seulement que la population doit être sensibilisée afin que la collaboration soit maximale entre la police, la population et les chargés de l'administration. - Enfin, la CENI se dit prête à organiser un scrutin crédible aux yeux de tous les observateurs qu'ils soient étrangers ou nationaux. Selon le président de cette commission, les agents recenseurs qui seront déployés sur toute l'étendue du territoire national seront au nombre de plus de 10.000 et seront assistés par des observateurs venus de tous les coins du pays et même de l'étranger. Pierre Claver Ndayicariye précise donc que le rendez-vous de lundi prochain est sans appel et invite tous ceux qui veulent se faire inscrire pour participer aux élections d'affluer dès le premier jour vers les centres d'enregistrement. Il apprécie aussi le fait que des critiques soient émises contre le travail de la

CENI. Selon lui, il s'agit d'un signe que leur travail est suivi de près et que cela leur donne du courage. Il reste convaincu qu'ils n'écarteront personne du processus de préparation des élections.